



**TOU-TES ENSEMBLE
CHEMINOT-E-S/USAGER-E-S
CONTRE LA POLITIQUE
DU GOUVERNEMENT!**



Ne tombons pas dans le panneau: l'attaque contre les cheminots est une attaque contre le service public et tous les travailleurs

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:

npsaintmalo@gmail.com

Le gouvernement et une partie des médias ont engagé une intense campagne contre les cheminots pour tenter de faire approuver la réforme de la SNCF. C'est une manœuvre classique qui consiste à diviser les travailleurs et la population. Comme l'a dit Olivier Besancenot à l'émission *On n'est pas couché* : « *Ceux qui gagnent 15.000 euros par mois veulent faire croire à ceux qui en gagnent 1.200 que ceux qui en gagnent 1.500 sont des privilégiés et que c'est à cause d'eux que tout va mal* ».

Le statut des cheminots est une garantie pour les voyageurs

Ce statut permet par exemple aux cheminots de refuser de faire passer des trains quand ils constatent un danger, sans risquer un licenciement. Nous savons bien que, sans protection, ils devraient céder aux pressions d'un encadrement qui veut faire rouler à tout prix. Les récents accidents ont montré où mène le manque d'entretien et de personnel.

Les quelques autres acquis dont bénéficient les cheminots, qui n'ont rien à voir avec la propagande dont on nous abreuve, les travailleurs du rail les ont gagnés par la lutte. Ce qu'il faut imposer, c'est l'égalisation par le haut, et non l'égalisation par le bas !

Le statut des cheminots n'est responsable ni du prix des billets ni des retards

Les voyageurs ont bien des raisons d'être mécontents, avec les retards et les pannes qui se multiplient, ainsi qu'avec les tarifs variables incompréhensibles. Mais c'est un choix de la SNCF, et derrière elle, de l'Etat, qui consiste à privilégier le « tout TGV », censé être plus rentable, et à

confié à une société distincte de la SNCF. Mais l'objectif du gouvernement est clair: **filer tout ce qui rapporte au privé et faire payer par le contribuable, ce qui coûte de l'argent.**

Les lignes secondaires restent menacées par la privatisation

Selon une tactique traditionnelle, le gouvernement a annoncé que, contrairement au rapport Spinetta, les petites lignes ne seraient pas touchées. L'objectif est évidemment de ne pas avoir à faire face en même temps aux cheminots et aux usagers de ces lignes. Mais qui peut croire que cette promesse sera tenue ? Il est évident que, si la SNCF est privatisée, les sociétés qui s'en empareront ne feront rouler que ce qui leur rapporte. Et aux moindres frais, en économisant encore sur l'entretien, la qualification des personnels... L'exemple de la privatisation en Angleterre est là pour le prouver: Celle-ci a abouti à de nombreux accidents, au point que **l'immense majorité de la population souhaite aujourd'hui une re-nationalisation.**

Les cars Macron : une aberration écologique

Déjà, la politique des divers gouvernements antérieurs a abouti à remplacer le transport du fret par rail par le transport routier – ce qui a d'ailleurs fait perdre beaucoup de recettes à la SNCF. Maintenant, c'est le transport voyageurs, notamment les petites lignes, qui serait effectué par cars. Or « *le train dégage environ 3,5 fois moins de gaz à effet de serre que le camion par tonne-kilomètre (transport d'une tonne sur un kilomètre)* ». Sans compter les routes engorgées, les risques d'accident et la fatigue !

Nous sommes tous concernés

Cette attaque ne concerne pas que les cheminots, elle frappe aussi l'ensemble des salariés de la santé, de l'éducation et d'une manière générale de la fonction publique. Les salariés du privé sont aussi concernés car ils vont voir leurs conditions de transport, de soins, d'éducation pour leurs enfants se dégrader. **Et laisser affaiblir un secteur important comme celui des cheminots, c'est affaiblir l'ensemble des travailleurs.**

Pour toutes ces raisons, nous devons, **non seulement soutenir la lutte des cheminots contre cette réforme rétrograde, mais nous préparer à lutter à leurs côtés** pour riposter aux attaques de Macron contre toutes les catégories, notamment les retraités victimes de la hausse de la CSG et les étudiants.

La lutte des cheminots est la nôtre, soyons nombreux dans le mouvement le 22 mars.

**Saint-Malo,
le 8 mars 2018**

Visualisez l'intervention de notre camarade cheminot Benoît Chazerand sur France 24 du 3 mars :

<http://www.france24.com/fr/20180302-semaine-eco-partie2-reformes-macron-contestation-sociale-sncf-fonctionnaires>

et celle d'Olivier Besancenot dans l'émission « On n'est pas couché » :

<https://www.youtube.com/watch?v=hKhfRIHhL7I>

négliger l'entretien des lignes TER et du réseau RER. Les syndicats de cheminots ont maintes fois dénoncé ces choix. La réduction des équipes d'entretien et le non remplacement du matériel pour faire des économies ont entraîné d'innombrables défaillances, des caténaires aux aiguillages.

L'embauche hors statut et l'utilisation de plus en plus systématique de sous-traitants, d'intérimaires, de CDD etc... par la SNCF a contribué à dégrader le réseau. Pour faire rouler des trains, entretenir les voies, il faut un personnel qualifié et expérimenté, pas des intérimaires payés au lance-pierre par des sous-traitants plus ou moins compétents qui ne cherchent qu'à faire du fric.

Non, la SNCF ne coûte pas trop cher

La SNCF doit rester un service public qui n'a pas pour but de faire du fric, tout comme la santé ou l'éducation nationale. Sa mission est d'offrir à la population des transports pratiques et confortables. De plus, **la propagande du gouvernement est mensongère** : en 2017, la SNCF a réalisé 1,3 milliard de profit. La fameuse dette, celle qui coûte de l'argent à l'Etat, c'est l'entretien du réseau

